



Formation emploi

Revue française de sciences sociales

104 | octobre-décembre 2008

Pêle-mêle

Réaction de pierre Ferracci aux commentaires d'André Gauron et de Michel Théry

Par Pierre Ferracci



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/1344>

ISSN : 2107-0946

Éditeur

La Documentation française

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2008

Pagination : 19-21

ISSN : 0759-6340

Référence électronique

Par Pierre Ferracci, « Réaction de pierre Ferracci aux commentaires d'André Gauron et de Michel Théry », *Formation emploi* [En ligne], 104 | octobre-décembre 2008, mis en ligne le 01 octobre 2010, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/1344>

© Tous droits réservés

Réaction de Pierre Ferracci aux commentaires d'André Gauron et de Michel Théry

Par Pierre Ferracci*

Pierre Ferracci réagit aux commentaires d'A. Gauron et de M. Théry suite à l'entretien réalisé par J.-F. Vergnies dans le numéro 104 de Formation Emploi, à l'issue du rapport sur la réforme de la formation professionnelle présenté au gouvernement le 10 juillet 2008.

Je voudrais d'abord souligner que tant A. Gauron que M. Théry assignent clairement le même objectif que le groupe multipartite à la réforme : réorienter les moyens de la formation professionnelle vers les personnes les plus menacées de perdre leur emploi ou de n'en pas retrouver. Cette convergence des observateurs comme des acteurs de la formation professionnelle est frappante et confirme que nous avons passé le temps des diagnostics pour entrer dans celui de la négociation et de l'action.

A. Gauron considère et fait savoir avec force que le groupe de travail aurait dû aller beaucoup plus loin dans la mise en commun des objectifs et des ressources des trois piliers de la formation continue. Je partage volontiers son point de vue. J'ai essayé avec une certaine insistance (certains ont parlé de « marotte » !) de faire passer l'idée de « Fonds régionaux mutualisés de sécurisation des parcours » visant ces catégories de population : à partir d'orientations stratégiques construites de façon concertée (Région, État, partenaires sociaux), s'appuyant sur une mise

en commun de ressources apportées par chacun de ces grands acteurs de la formation (par exemple, pour les partenaires sociaux, une dérivation éventuelle d'une partie, réduite, de l'obligation fiscale). Je suis obligé de constater que cette proposition a suscité une assez large hostilité.

Il ne faut pas se tromper d'interprétation néanmoins : il s'agissait, à mon sens, moins d'un désaccord sur les finalités que d'une mésentente sur les moyens.

* **Pierre Ferracci**, expert-comptable, économiste, membre du Conseil d'orientation pour l'emploi, vient d'animer un groupe multipartite sur la formation professionnelle, réunissant les représentants de l'État, des Régions et les partenaires sociaux. Il est président directeur général du groupe ALPHA, cabinet de conseil et d'expertise-comptable auprès des comités d'entreprise et des organisations syndicales. Le groupe ALPHA a notamment déployé son activité sur les questions de l'emploi et des restructurations d'entreprise, à l'occasion des plans sociaux et des licenciements économiques.

Les partenaires sociaux veulent conserver la maîtrise entière de leurs ressources et ont du mal à entrer dans des dispositifs pérennes de coordination. Les Régions semblent, quant à elles, craindre que de tels dispositifs ne donnent l'occasion à l'État de reprendre la main sur des responsabilités et des compétences qu'il leur a assez largement cédées. Les pouvoirs publics d'État enfin, tout en étant très intéressés, hésitent à laisser cette coopération se faire au niveau régional et sous l'égide des Régions : ils manifestent, au moins pour le moment, une préférence pour une coordination nationale.

Le chemin est donc étroit, mais je le crois tout de même praticable. À condition d'accepter de concilier deux exigences en apparence contradictoires :

- celle de construire des coopérations ciblées durables et systématiques entre ces grandes catégories d'acteurs (tout particulièrement Régions et partenaires sociaux, ces derniers s'appuyant sur l'article 15 de leur ANI de janvier 2008) au niveau régional (et territorial) et d'en faire un impératif non négociable ;
- celle de renoncer simultanément, au moins provisoirement, au modèle unique de coordination au profit de formes locales plus adaptées aux configurations régionales particulières et donc variées, quitte à en tirer des leçons communes ensuite.

Quant aux OPCA (organismes paritaires collecteurs agréés), je ne suis pas sûr de pêcher par optimisme sur la possibilité de les réformer en profondeur et de les orienter plus franchement vers des prestations de services (de conseil même, osons le mot, quitte à régler les problèmes liés au droit de la concurrence).

Je pense simplement qu'il s'agit de la seule voie possible pour ces organismes et je partage, au demeurant, le point de vue selon lequel une réforme globale de financement du paritarisme est indispensable pour conduire ces évolutions en toute sérénité.

J'étais également partisan, tout en laissant aux partenaires sociaux une majorité de contrôle, d'ouvrir les conseils d'administration des OPCA aux autres acteurs, et notamment à ceux de la puissance publique, nationale ou régionale. Cette ouverture faciliterait sans aucun doute les besoins de coordination, sur le plan stratégique et financier, dont chacun s'accorde à reconnaître qu'ils sont décisifs pour améliorer l'efficacité du système.

M. Théry semble regretter, quant à lui, que le groupe n'ait pas poussé plus loin la réflexion sur deux points :

- le compte épargne-formation ;
- l'accompagnement de toutes les transitions professionnelles, quelle qu'en soit la nature.

Sur le premier point, je lui répondrai qu'il y avait une forte convergence au sein du groupe, du côté des organisations d'employeurs comme de salariés, pour affirmer la responsabilité de l'entreprise vis-à-vis de l'employabilité de ses salariés, donc pour aller vers plus d'accompagnement individuel, sans aller pour autant vers le « tout individu ». Le compte épargne-formation n'apparaissait donc pas comme une réponse appropriée.

Sans sous-estimer les actions au niveau des branches, il me semble qu'il y a une priorité aujourd'hui : remettre l'entreprise au cœur de la réflexion entre les partenaires sociaux et de l'action en matière de formation professionnelle. En réfléchissant, bien sûr, au cas des TPE et des PME (respectivement très petites entreprises et petites et moyennes entreprises) qui ont certainement davantage besoin de s'appuyer sur des outils (GPEC – gestion prévisionnelle des emplois et des compétences – et formation) au niveau des branches comme des territoires.

L'approche du « compte individuel » a sans doute été perçue, par rapport à ces priorités, comme étant prématurée ; la crainte de laisser l'individu seul face à une offre pléthorique et mal régulée y est sans doute pour beaucoup. À ce moment de la réforme, j'avoue avoir été sensible à ces arguments. La question reviendra sans doute plus tard sur le devant de la scène.

Sur le second point, M. Théry a pleinement raison. L'objectif affirmé, de façon répétée et parfois incantatoire, de « sécurisation des parcours professionnels », implique d'accompagner et d'outiller toutes les transitions professionnelles, quelle qu'en soit la nature (perte d'emploi, mobilité contrainte, volontaire, subite ou anticipée, reconversion, etc.). C'est autour de cet objectif, de ce principe, que doivent être construites les coopérations durables que j'évoque avec insistance plus haut. Mais tout ne peut pas être fait d'un seul coup, il y a un ordre de marche.

La première cible, partagée par tous, est celle des populations fragiles ou fragilisées : elles ont beaucoup à gagner – et rapidement – de la mise en place de telles coopérations. La seconde (accompagner et outiller toutes les catégories de transitions) exige une montée en gamme sur un ensemble de services et de prestations très vastes, ainsi qu'une réorganisation assez radicale des structures (celles du service public

de l'emploi, notamment) et de leurs modes d'intervention. Cette évolution très importante, cette métamorphose, doit être préparée et engagée dès à présent mais elle suppose une réflexion et une instruction préalables, leur traduction sous forme d'orientations ou de projets. Tout cela est trop peu avancé aujourd'hui pour alimenter de façon utile les échanges et les pistes d'action d'un groupe de travail de ce type.